

Communauté genevoise
d'action syndicale
Parti du travail
Parti socialiste genevois
solidaritéS
Les Verts, parti écologiste genevois
Groupe pour une Suisse sans armée

Le 9 novembre 1932, l'extrême droite fasciste genevoise organise un meeting à la salle communale de Plainpalais pour une mise en accusation publique de deux leaders de la gauche genevoise: Léon Nicole et Jacques Dicker. Une manifestation ouvrière pour empêcher ce meeting réunit plusieurs milliers de personnes. Craignant des troubles, le Conseil d'Etat fait appel à l'armée qui envoie de jeunes recrues inexpérimentées encadrées par des officiers partisans qui leur font croire qu'une révolution de type bolchévique a éclaté à Genève.

se souvenir et agir jeudi 9 novembre 2017

à 18h devant Uni Mail

(à l'endroit où sont tombées les victimes le 9 novembre 1932),
la Pierre commémorative étant actuellement inaccessible

Pressée par la foule des manifestants devant l'ancien Palais des expositions (actuellement Uni-mail), l'armée tire dans la foule à 21 h 34, assassinant 13 personnes et en blessant des dizaines d'autres.



Pourquoi cette commémoration ?

Si chaque année nous marquons l'anniversaire de ce crime, c'est évidemment en hommage aux 13 victimes, aux dizaines de blessés ainsi qu'aux milliers de manifestants qui se sont élevés ce soir là contre le fascisme. Mais c'est aussi parce que les leçons à tirer de cet événement sont toujours bien présentes et actuelles.

Bien sûr, la situation de 1932 n'a pas grand'chose de comparable avec celle d'aujourd'hui. Mais ...

Au gré des crises du système capitaliste qui entraînent salarié-e-s et petits patrons dans une forme de déclassé-ment émergent, en effet, des mouvements constitués d'hommes « forts » et des slogans-chocs et populistes qui capitalisent sur l'insécurité sociale pour véhiculer des discours dont le principal ressort reste, encore et toujours, la haine de l'Autre. Hier comme aujourd'hui, le principal objectif de ces discours reste de viser la division des travailleurs et travailleuses et ainsi offrir un boulevard au démantèlement des acquis sociaux.

Alliés de la droite sur quasiment sur toutes les questions qui touchent à l'économie, ces mouvements détournent toute une partie des personnes dans la précarité des véritables luttes sociales qui devraient être conduites aujourd'hui, pour une redistribution plus équitable des richesses, pour des salaires décent et pour la protection des conditions de travail. Ils jouent avec un double discours où la critique des « élites » laisse en réalité souvent la place à des positions beaucoup plus consensuelles lorsqu'il s'agit de taxer les plus aisés, c'est-à-dire de reprendre à ces « élites » les richesses qu'elles se sont attribuées.

Aujourd'hui comme hier

- L'idéologie d'extrême droite n'a jamais disparu. Elle prend aujourd'hui des formes nouvelles, différentes, sous la forme d'un populisme et d'une intoxication intellectuelle qui vont à rebours des droits démocratiques et de la justice sociale. Aujourd'hui comme hier, le mouvement ouvrier doit lutter contre ce péril d'autant plus dangereuse qu'il trompe et aliène en priorité dans les rangs des travailleuses et des travailleurs.
- Si Léon Nicole et Jacques Dicker ont été « mis en accusation », c'est parce qu'aux yeux de l'extrême droite, ils étaient des étrangers. Jacques Dicker était d'origine russe et il était juif. Léon Nicole était vaudois ! donc un étranger pour les nationalistes genevois. Le racisme et la xénophobie font partie intégrante du fascisme. Ils sont loin d'avoir disparu. Au contraire : le système économique dominant joue des disparités, des inégalités, du nationalisme pour diviser les travailleurs, les jeter les uns contre les autres et ainsi asseoir son pouvoir.
- Le rôle, la conception et l'existence même de l'armée doivent être remis en cause. Elle reste notamment inadaptée aux questions de maintien d'un ordre citoyen ; elle coûte des sommes phénoménales qui manquent cruellement à la justice sociale et même au développement économique, social et écologique.
- Le droit de manifester est aujourd'hui remis en cause sous des prétextes sécuritaires. C'est la liberté d'expression qui est en jeu, ce sont les droits démocratiques qui sont menacés.

Devant le désarroi né des difficultés économiques, du chômage, de l'exclusion, le repli sur soi engendre des divisions dont profite le patronat ; il mène tout droit à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme. L'extrémisme de droite naît sur les peurs, sur le désarroi et la détresse de la population. Notre lutte interdit les divisions, de voir les travailleuses et les travailleurs se dresser les uns contre les autres sous prétexte de différence d'origine ou de couleur d'yeux ou de peau. Toute division entre nous fait la force de ceux que nous combattons.

Nous rejetons les discours populistes, ces discours qui prétendent qu'il faut se protéger les uns contre les autres. Il n'y a qu'une seule condition à notre lutte, une seule solution pour gagner, c'est la solidarité et l'unité sans faille, sans hésitation, sans restriction de pensée.

C'est pourquoi aujourd'hui nous rendons aujourd'hui hommage à ceux qui ont payé ce combat de leur vie. Mais cette commémoration du 9 novembre 1932 est donc d'abord et avant tout une flamme que nous rallumons chaque année pour saluer les résistant·e·s aux tendances fascistes de toutes les époques, pour attester que l'engagement pris par les milliers de manifestant·e·s qui défilaient ce soir du 9 novembre 1932 n'a pas été vain.

La mémoire de leurs luttes est nécessaire, elle contribue à renforcer notre détermination à poursuivre leur combat.